



## Communiqué de presse

Lyon, le 3 mai 2016

### Contacts presse

**Lyon :**

**Laure HÉLARY**

Tél. : 04 78 63 26 96

[laure.helary@insee.fr](mailto:laure.helary@insee.fr)

**Chamalières :**

**Elsa LE MANH HO**

Tél. : 04 73 19 78 71

[elsa.le-manh-ho@insee.fr](mailto:elsa.le-manh-ho@insee.fr)

### Les quartiers de la politique de la ville : jeunesse et précarité

Dans la région Auvergne - Rhône-Alpes, 400 000 personnes habitent dans un des 140 quartiers de la politique de la ville (QPV), ce qui représente 5 % de la population de la région. Auvergne - Rhône-Alpes est la quatrième région de France par sa population en QPV, derrière l'Île-de-France, le Nord-Pas-de-Calais - Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

#### 40 % des habitants des QPV de la région habitent dans l'unité urbaine de Lyon

Les deux tiers de la population des quartiers de la politique de la ville se trouvent dans les quatre principales agglomérations (Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand). Toutes les grandes villes ont au moins un quartier concerné, à l'exception d'Annecy. Cependant, parmi les 38 unités urbaines qui comportent au moins un QPV, certaines sont de petites agglomérations comme Saint-Rambert-d'Albon, Tarare ou Thiers.

#### Une concentration des bas revenus

Par construction, les quartiers de la politique de la ville concentrent la pauvreté monétaire : quatre habitants sur dix ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Mais tous les ménages pauvres ne vivent pas dans les QPV. C'est donc plutôt la concentration géographique de cette pauvreté qui crée un environnement défavorable et un surcroît de difficultés pour les ménages, en particulier pour l'accès à l'emploi.

#### Des difficultés d'insertion sur le marché du travail

Plus du quart des ménages habitant dans les QPV perçoivent des allocations chômage. Cette part peut cependant varier du simple au double d'un quartier à l'autre, selon la situation générale du marché du travail dans le bassin d'emploi. Une fois en emploi, les résidents des quartiers ont souvent une situation professionnelle précaire (CDD, apprentissage, intérim, stages) : ils sont près d'un quart à avoir signé un contrat de ce type parmi ceux qui travaillent. C'est 10 % de plus que dans l'ensemble des territoires urbains englobant ces quartiers.

**L'étude de l'Insee Auvergne - Rhône-Alpes est sous embargo jusqu'à 18h.**

**Elle sera accessible ICI.**